

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 30/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACG INDUSTRIE

5006 RUE DU MARAIS
59147 Gondecourt

Références : ACG_Gondecourt_RAPVI_2024_04_09
Code AIOT : 0007000487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement ACG INDUSTRIE implanté 5006 Rue du Marais 59147 Gondecourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action conjointe de la DREAL et de la Gendarmerie Nationale intitulée Territoire Propre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACG INDUSTRIE
- 5006 Rue du Marais 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000487
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Gondecourt a été exploité initialement par la société CATRY, spécialisée dans la fabrication de peintures. Les activités du site ont été successivement reprises par le groupe ARPADIS puis par EUROFIP sous les dénominations sociales de ARPADIS GONDECOURT SAS puis de ACG INDUSTRIE.

La société ACG exploite sur le site de Gondecourt depuis le 8 février 2012, des installations de production de peintures liquides en phase solvantée et aqueuse et des peintures en poudre. Les activités du site sont encadrées par un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 janvier 1978 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2020.

L'installation est classée à enregistrement au titre de la rubrique 4331 : liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 pour une quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 100 tonnes mais inférieure à 1 000 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation partielle d'activités	AP de Mise en Demeure du 25/01/2024, article 1	Sans objet
2	Cessation partielle d'activités	AP de Mise en Demeure du 25/01/2024, article 1	Sans objet
3	Confinement des eaux en cas d'incendie	AP Complémentaire du 10/06/2020, article 4.2.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non conformité aux prescriptions contrôlées.

L'exploitant a fait procéder à l'évacuation des déchets de solvants et peintures poudre dont la présence a été constatée lors de la dernière visite d'inspection du 12 mai 2023.

Quelques GRV de déchets de résines demeurent présents sur le site et devront être éliminés dès que l'exploitant aura identifié une filière pour le reconditionnement au transport et l'évacuation. La présence au sol de tôles fibro-ciment susceptibles de contenir de l'amiante a également été constatée au niveau de certains bâtiment. Il est de la responsabilité de l'exploitant de faire évacuer ces dernières vers une filière adaptée.

Enfin, la vanne permettant le confinement des eaux d'extinction incendie vers le bassin étanche d'avaries doit être rendue accessible (présence de broussailles et végétation dense le jour du contrôle).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation partielle d'activités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La société ACG Industrie, dont le siège social sis rue du marais 59147 GONDECOURT est mise en demeure, pour son établissement de Gondecourt situé à la même adresse, de respecter : - dans un délai de trois mois pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de

l'article R.512-39-1 du code de l'environnement en transmettant au préfet du Nord le mémoire précisant les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité telle que définie au IV de l'article R. 512-75-1. du code de l'environnement ;

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis de mémoire au jour de l'inspection comprenant notamment un échéancier pour l'évacuation des déchets.

Néanmoins, cette évacuation vers des filières adaptées a été réalisée depuis la dernière visite d'inspection du 12 mai 2023.

Ainsi, ont été évacués:

- 41,8 tonnes de fines de peintures chez SECHE ECO-INDUSTRIE à Change;
- 12,3 tonnes de solvants usagés chez ARF à Saint-Rémy du Nord;
- 1,311 tonnes de peintures liquides chez ARF à Saint-Rémy du Nord;
- 15 tonnes de boues de peintures chez ARF à Saint-Rémy du Nord;
- 700 kg d'acide chez SARP OSIS à Prouvy;
- 1,8 tonne de résines chez ARF à Saint-Rémy du Nord;
- 3,9 tonne de cire chez TREDI à Hombourg;
- 12,8 tonnes d'emballages vides souillés chez ARF à Saint-Rémy du Nord;
- 6,9 tonnes d'eaux souillées de nettoyage chez SARP OSIS à Prouvy.

L'exploitant a présenté les bordereaux de suivi de déchets relatifs à ces évacuations.

Sur site il est constaté que la quasi totalité des déchets liés aux anciennes activités de fabrication de peintures a effectivement été évacuée.

Il subsiste sur site environ 5 GRV de déchets de résines. L'exploitant précise que ces derniers n'ont pu être évacués car l'emballage n'est pas adapté pour le transport. L'inspection invite l'exploitant à se rapprocher de sociétés pour le reconditionnement de ces déchets pour transport et évacuation. L'exploitant confirme post-inspection se renseigner auprès des sociétés Chimirec et Baudelet pour procéder à cette évacuation.

Il a été constaté la présence au sol de tôles de fibro-ciment susceptibles de contenir de l'amiante. Il est demandé à l'exploitant de faire évacuer ces déchets vers une filière dûment autorisée.

Le mémoire de cessation partielle d'activité dressera un bilan de ces évacuations.

L'exploitant a présenté une lettre de mission du 22 février 2024 de la société Kalies attestant que l'exploitant a passé commande pour la réalisation de ce mémoire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation partielle d'activités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/01/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, consultation sur l'usage futur

Prescription contrôlée :

<p>La société ACG Industrie, dont le siège social sis rue du marais 59147 GONDECOURT est mise en demeure, pour son établissement de Gondecourt situé à la même adresse, de respecter:</p> <p>- dans un délai de trois mois pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement en réalisant la consultation sur l'usage futur ou le cas échéant en réalisant une demande expresse et justifiée pour différer la consultation sur l'usage futur conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé la consultation sur l'usage futur par courrier des:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 mars 2024 adressé à la Métropole européenne de Lille, - 25 avril 2024 adressé à la communauté de commune Pévèle Carembault, EPCI compétent en matière d'urbanisme.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Confinement des eaux en cas d'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/06/2020, article 4.2.5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, rétentions et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par le bassin de 1350 m3 défini à l'article 4.3.2.5.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. En particulier un siphon anti-feu équipe la rétention de la cellule des déchets liquides inflammables.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être pollués lors d'un incendie. Le bassin est étanche. L'accès à la vanne permettant le confinement des eaux d'extinction incendie vers le bassin étanche est difficilement accessible le jour du contrôle à</p>

cause de la présence de broussailles et végétation dense.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'accès à la vanne permettant le confinement des eaux incendie doit être maintenu dégagé.
Type de suites proposées : Sans suite